



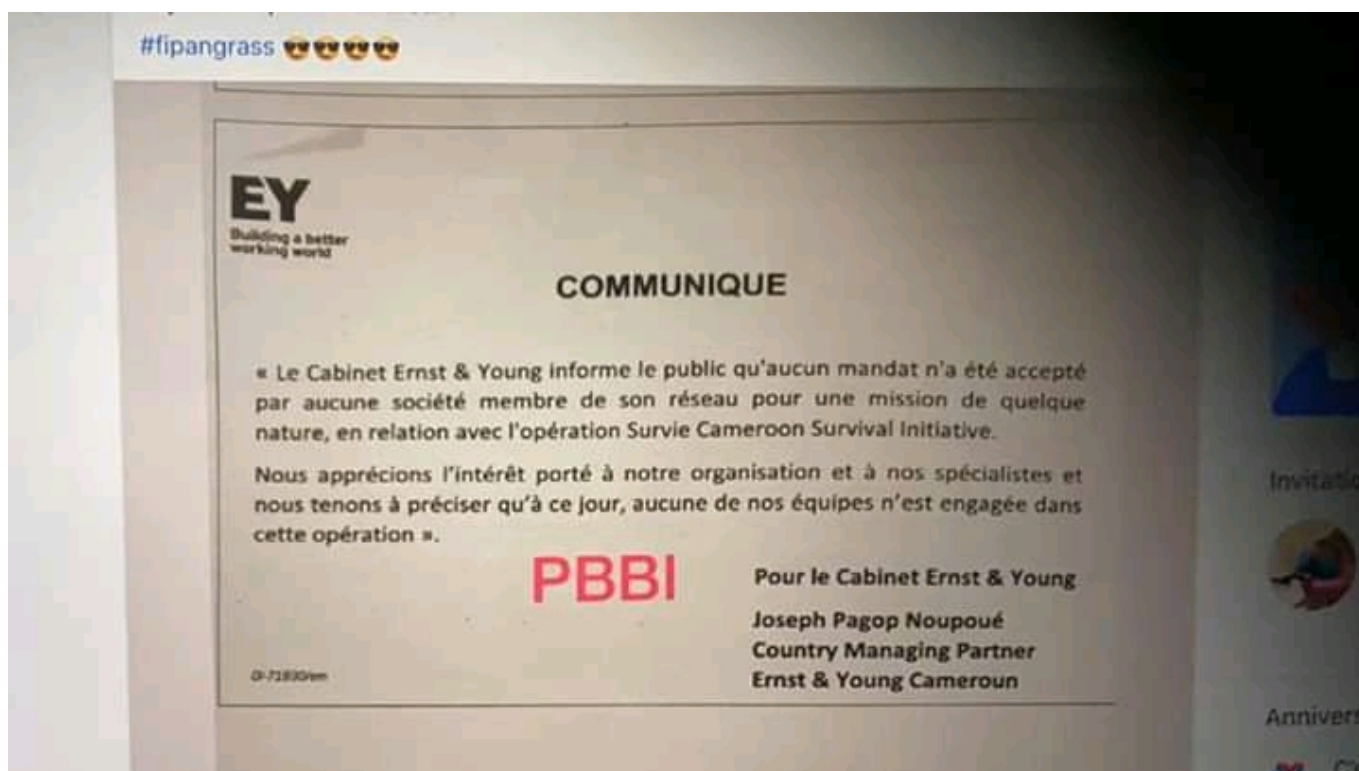
### **Le cabinet Ernst and Young dit n'avoir reçu aucun mandat pour une mission en relation avec Suivie Cameroun.**

Pour mieux comprendre cette affaire, faisons un tour en arrière. L'opération Suivie Cameroon lancée par Maurice Kamto, pour enrayer la propagation du Coronavirus dans le pays, avait publié les résultats de son audit le mercredi 27 janvier 2021.

La note de synthèse réalisée par le cabinet ACDB Consulting, qui avait la mission d'examiner les transactions financières opérées dans le cadre de ce vaste programme humanitaire, révélait un trou financier de l'ordre de 217 millions de Fcfa.

Maurice Kamto, dans son souci de transparence, va indiquer dans un communiqué du 3 février, qu'il a fait appel à l'un des plus grands cabinets d'audit et conseil au monde, Ernest and Young, pour la faire la lumière sur le trou financier de l'ordre de 217 millions de Fcfa annoncé après le premier audit.

Contrairement aux déclarations de Maurice Kamto, Joseph Pagop Noupoue, représentant au Cameroun de Ernst and Young, affirme dans un communiqué que le cabinet d'audit ainsi que ses filiales n'a reçu aucune mission « de quelque nature en relation avec l'opération Suivie Cameroon.



Pour le moment, le MRC n'a pas encore réagi. Mais sur les réseaux sociaux, Maurice Kamto reçoit déjà des tirs groupés de ses détracteurs qui l'accusent d'avoir menti.

De l'avis du journaliste Boris Bertolt, il s'agirait d'une volte-face. Car l'audit commandé par Maurice Kamto a été bel et bien négocié et conclu, non pas avec la représentation Cameroun de Ernst and Young mais plutôt avec Ernst and Young à Paris.

**« Pourquoi la représentation Cameroun qui n'était pas partie prenante de la négociation réagit? Comment expliquer cette volte-face? Nous savons que depuis plusieurs jours d'importants personnalités membres du gouvernement camerounais ou proches du régime ont pris contact avec Ernst and Young Paris et Cameroun pour leur demander se soustraire aux engagements pris auprès de Maurice Kamto. Ces pressions seraient accompagnées de menaces de résiliation de plusieurs contrats que Ernst and Young aurait ou pourrait avoir avec le gouvernement du Cameroun ou des entités sous la coupe de celui-ci. Une nouvelle bataille politique se pointe à l'horizon »,** croit savoir le lanceur d'alertes.